



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 novembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2003 à 2006	2
L'Alberta a encore une fois mené la marche au pays en ce qui a trait à la croissance économique en 2006, continuant de bénéficier de l'essor du secteur pétrolier. La croissance économique a été généralisée en 2006, plusieurs provinces de l'Ouest et deux des quatre provinces de l'Atlantique ayant enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale.	
Étude : Échanges avec un géant : le point sur le commerce du Canada avec la Chine, 2002 à 2007	6
Les exportations de marchandises du Canada vers la Chine au cours des sept premiers mois de 2007 ont connu une croissance plus de deux fois plus rapide que les importations canadiennes, en raison de la forte demande du géant asiatique pour les ressources naturelles du pays, selon un article publié aujourd'hui dans <i>L'observateur économique canadien</i> .	
Indice des prix des logements neufs, septembre 2007	9
Cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite, 2006	10
Émissions de gaz à effet de serre, 2006	11
Données de déclaration uniforme de la criminalité pour Halifax, selon le secteur de recensement, 2001	12

Nouveaux produits	13
--------------------------	-----------



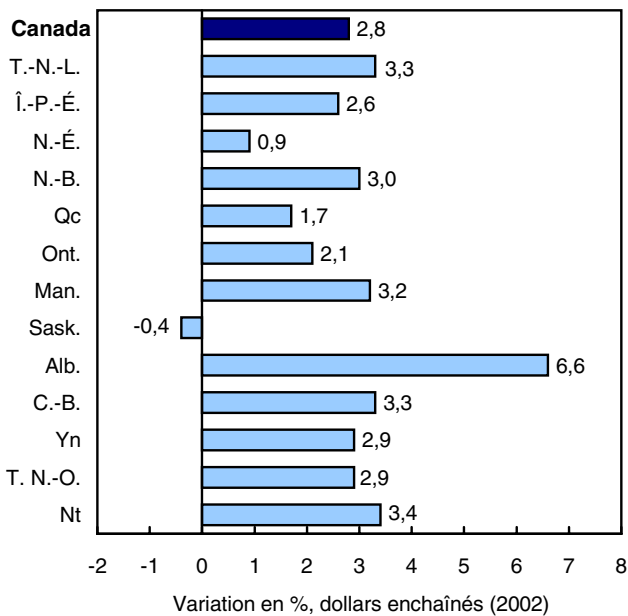
Communiqués

Comptes économiques provinciaux et territoriaux

2003 à 2006 (données révisées)

L'Alberta a encore une fois mené la marche au pays en ce qui a trait à la croissance en 2006, continuant de bénéficier de l'essor de son secteur pétrolier, dont les effets ont été ressentis dans l'ensemble de son économie.

Produit intérieur brut réel



La croissance économique a été généralisée, plusieurs provinces de l'Ouest ainsi que deux des quatre provinces de l'Atlantique ayant enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale.

À l'échelle nationale, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,8 % en 2006, soit à un rythme légèrement inférieur à celui de 3,1 % enregistré en 2005. La production de services a généralement dépassé la production de biens.

Le taux de croissance de 6,6 % enregistré en Alberta est le plus élevé des provinces et des territoires. L'investissement soutenu dans l'industrie pétrolière en Alberta a eu des répercussions dans tous les secteurs de cette province.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué concerne les comptes économiques provinciaux et territoriaux et constitue une mise à jour des estimations parues dans Le Quotidien du 25 avril 2007.

Le présent communiqué est fondé sur des sources de données et des méthodes mises à jour et comprend les derniers repères des tableaux d'entrées-sorties (données révisées pour 2003 et données provisoires pour 2004, également diffusées aujourd'hui), les révisions aux Comptes nationaux des revenus et dépenses diffusées le 31 mai 2007, ainsi que les révisions du produit intérieur brut (PIB) national par industrie diffusées le 31 octobre 2007.

Parmi les autres éléments intégrés dans les mises à jour figurent le changement d'année de référence pour les estimations de volume à 2002 et la conversion du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997 au SCIAN de 2002 pour les statistiques du PIB par industrie.

Les variations en pourcentage des statistiques fondées sur les dépenses et sur les industries (par exemple, les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) ont été calculées à partir de mesures de volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des variations de prix.

Les variations en pourcentage des statistiques fondées sur les revenus (par exemple, le revenu du travail, les bénéfices des entreprises et les revenus agricoles) ont été calculées à partir de mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des variations de prix.

Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et le Nunavut ont tiré parti de la production accrue de leurs industries minières. Les bonnes conditions de récolte et l'effervescence du secteur de la construction ont fait en sorte que la croissance économique a été supérieure à la moyenne nationale à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba.

La Colombie-Britannique, le Québec et l'Ontario ont profité de la vigueur des commerces de gros et de détail. L'effet a toutefois été amoindri dans les provinces du centre du Canada par la faiblesse du secteur de la fabrication.

En Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse, l'extraction minière ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz ont connu des revers qui ont maintenu la croissance de ces provinces à un niveau inférieur à la moyenne nationale. La Saskatchewan a en outre subi les contrecoups de la faiblesse des récoltes en 2006 et a été la seule province à enregistrer une baisse de son PIB.

La construction a joué un rôle important dans le Nord, la croissance au Yukon ayant été ralentie par une baisse des activités à ce chapitre, tandis que celle observée dans les Territoires du Nord-Ouest a rebondi.

Entre 2003 et 2006, la majeure partie de la croissance a eu lieu dans l'Ouest canadien, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique étant arrivées en tête. Les provinces et les territoires qui ont connu la plus forte croissance au cours de cette période ont généralement profité de la reprise dans les industries primaires, comme l'agriculture, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz.

Les taux de croissance du PIB réel dans les provinces et les territoires ont été révisés pour la période allant de 2003 à 2006. Dans l'ensemble, le tableau de la croissance économique est demeuré le même. Les taux de croissance pour 2006 ont été révisés à la hausse dans cinq provinces et territoires, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les taux de croissance en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Nunavut ont été révisés à la baisse, tandis que le taux de croissance est demeuré inchangé au Québec et au Yukon.

Les prix des produits de base continuent de stimuler les économies de l'Ouest canadien

L'Alberta a mené la marche au pays en ce qui a trait à la croissance économique pour une troisième année consécutive. Les prix élevés du pétrole ont accéléré l'investissement dans le secteur pétrolier. Les répercussions économiques de l'exploitation des sables bitumineux dans le Nord de l'Alberta se sont fait sentir partout dans la province. Un afflux de travailleurs a eu un effet à la hausse sur le revenu personnel et a entraîné un accroissement de la demande de maisons neuves et d'autres biens et services. La construction a maintenu son rythme effréné.

La Colombie-Britannique a aussi profité d'un essor du secteur de la construction, même si la croissance de l'activité économique globale a ralenti pour s'établir à 3,3 %. La forte croissance démographique et les projets liés aux prochains Jeux Olympiques ont alimenté l'investissement à ce chapitre. En 2006, les industries de services, comme les commerces de détail et de gros, ainsi que les services financiers, ont contribué de façon importante à la croissance économique.

La vigueur du secteur de la construction a fait en sorte que la croissance économique a été de 3,2 % au Manitoba, soit un niveau supérieur à la moyenne nationale pour la première fois depuis 1998. Une augmentation de la production d'hydroélectricité en 2005 et de bonnes récoltes en 2006, combinées à un investissement accru dans la construction résidentielle

et non résidentielle, ont fait progresser l'économie du Manitoba.

Après avoir connu trois années de croissance soutenue, l'économie de la Saskatchewan a reculé de 0,4 % en 2006. De modestes récoltes, ainsi que le repli de plusieurs industries minières clés, ont contribué à la baisse. Toutefois, en raison des prix élevés des produits de base, les niveaux de revenu sont demeurés relativement élevés en 2006.

La demande intérieure soutient l'économie du centre du Canada

Les commerces de gros et de détail ont continué de soutenir les économies de l'Ontario et du Québec, les niveaux de revenu étant demeurés élevés. L'investissement des entreprises, particulièrement en Ontario, a aussi continué à alimenter l'économie.

Malgré cela, les taux de croissance au Québec et en Ontario sont demeurés inférieurs à la moyenne nationale au cours des quatre dernières années. L'économie a progressé de 2,1 % en Ontario en 2006 et de 1,7 % au Québec.

Les économies du Québec et de l'Ontario ont été touchées par la hausse du dollar canadien et par un ralentissement de la demande américaine. En Ontario, la fabrication, un secteur léthargique depuis les quatre dernières années, a connu un recul marqué en 2006, les fabricants de véhicules automobiles ayant été durement touchés par une réduction de la demande à l'exportation.

Reprise de l'activité économique dans l'est du Canada

Après deux années de croissance inférieure à la moyenne, deux des quatre provinces de l'Est ont connu une croissance supérieure à la moyenne nationale en 2006.

L'activité économique a fait un bond de 3,3 % à Terre-Neuve-et-Labrador, après avoir stagné en 2005. La première année complète de production à la mine de nickel de Voisey's Bay et le champ pétrolier White Rose ont contribué à cette progression.

Le Nouveau-Brunswick a aussi vu sa situation économique s'améliorer en 2006 (+3,0 %). Après avoir connu deux années de faible croissance, les accroissements réalisés dans les secteurs de la fabrication, de l'exploitation forestière et de la construction ont stimulé l'économie de la province. L'investissement en construction non résidentielle a été particulièrement élevé.

La hausse de 2,6 % enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard a été alimentée par une bonne récolte de pommes de terre et par la vigueur renouvelée du secteur de la construction de la province.

Les exportations ont aussi progressé, ayant contribué à une hausse des bénéfices des sociétés.

La Nouvelle-Écosse est l'une des deux provinces de l'Est à avoir tiré de l'arrière par rapport à la moyenne nationale en 2006 (+0,9 %). Un mouvement marqué à la hausse dans l'investissement en construction a été neutralisé par une baisse dans la plupart des industries productrices de biens primaires, y compris la production de gaz naturel. Les exportations ont diminué en 2006, par suite de cette production plus faible.

Rôle important de la construction dans les économies des territoires

Des projets de construction importants ont joué un rôle majeur dans les économies des territoires au cours des dernières années.

En 2006, le Nunavut a bénéficié de l'activité économique de la mine de diamants Jericho. Son économie a progressé de 3,4 % en 2006, après avoir été en baisse (-0,2 %) en 2005.

Au Yukon, une baisse de l'activité dans le secteur de la construction en 2006, après deux années de hausses marquées, a eu pour effet de ralentir la croissance. L'économie du Yukon a progressé de 2,9 % en 2006, comparativement à 3,9 % en 2005.

Les Territoires du Nord-Ouest ont connu des variations importantes de leur croissance au cours des dernières années. Des hausses substantielles de l'investissement dans la construction de 2004 à 2006 ont stimulé la croissance économique. Celle-ci a été de 2,9 % en 2006, marquant une reprise après avoir enregistré une baisse considérable (-2,5 %) en 2005.

Produits, services et demandes de renseignements

Analyse et tableaux détaillés

Tous les renseignements ayant trait au Système des comptes économiques nationaux sont accessibles à partir du module *Système des comptes économiques nationaux* de la page d'accueil de notre site web.

Pour obtenir une analyse plus détaillée de la parution d'aujourd'hui de la comptabilité nationale, y compris des graphiques et des tableaux supplémentaires, consultez le numéro 2006 de *La revue des comptes économiques des provinces et des territoires*, vol. 3, n° 2 (13-016-XWF, gratuit) qui est maintenant accessible à partir du module *Publications*

de notre site Web. Choisissez *Publications Internet gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

Comptes économiques provinciaux, 2003 à 2006

Données stockées dans CANSIM : tableaux 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1303, 1401, 1402 et 1902.

Les estimations révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour 2003, 2004 et 2005 sont comprises dans la présente diffusion. Celle-ci comprend également des estimations mises à jour des données provisoires de 2006 qui ont été diffusées le 25 avril 2007.

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du PIB en termes de revenus et de dépenses, des estimations du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et de l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données révisées sur le revenu et les dépenses pour 2003 et 2004, fondées sur les comptes publics, ainsi que de nouvelles estimations pour 2005.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, Régime de pension du Canada et Régime des rentes du Québec) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

La publication *Comptes économiques provinciaux, Tableaux et document analytique, 2006* (13-213-PPB, 54 \$) est maintenant en vente. On peut également obtenir l'information sur disquette (13-213-DDB, 428 \$). Les disquettes sont aussi en

vente, à un coût moindre, sept jours ouvrables après la parution officielle (13-213-XDB, 86 \$). Pour acheter ces produits, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3810 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des comptes des revenus et dépenses.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des comptes des revenus et dépenses.

Produit intérieur brut provincial par industrie

Données stockées dans CANSIM : tableaux 379-0025 et 379-0026.

Pour commander des données sur le produit intérieur brut provincial par industrie aux prix de base, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-877-4623 (*dci-info-iad@statcan.ca*), Division des comptes des industries.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bruce Cooke au 613-951-9061 (*cookeb@statcan.ca*), Division des comptes des industries.

Tableaux entrées-sorties (2003 final et 2004 provisoires)

Les publications *Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base* (15-209-XCB, 535 \$) et *Production brute provinciale par industrie et secteur* (15-210-XCB, 535 \$) sont maintenant accessibles sur CANSIM (tableaux 381-0015 et 381-0016). Les tableaux nationaux et provinciaux symétriques (industrie par industrie) d'entrées-sorties sont aussi offerts sur demande. Afin de vous procurer un des ces produits, communiquez avec l'agent de diffusion en composant sans frais le 1-800-877-4623 (*dci-info-iad@statcan.ca*), Division des comptes des industries.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 379-0023, 379-0024, 381-0009 à 381-0016 et 386-0002.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ronald Rioux au 613-951-3697 (*riouxr@statcan.ca*), Division des comptes des industries.

La croissance du produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)

	2003	2004	2005	2006
	variation en %			
Canada	1,9	3,1	3,1	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	5,8	-1,7	0,2	3,3
Île-du-Prince-Édouard	2,1	3,0	1,3	2,6
Nouvelle-Écosse	1,4	1,4	1,8	0,9
Nouveau-Brunswick	2,8	1,4	0,5	3,0
Québec	1,2	2,6	2,0	1,7
Ontario	1,4	2,5	2,9	2,1
Manitoba	1,4	2,6	2,7	3,2
Saskatchewan	4,6	3,8	3,5	-0,4
Alberta	3,2	5,2	5,3	6,6
Colombie-Britannique	2,3	3,7	4,5	3,3
Yukon	-1,8	3,3	3,9	2,9
Territoires du Nord-Ouest	13,4	3,6	-2,5	2,9
Nunavut	-0,1	4,0	-0,2	3,4

Étude : Échanges avec un géant : le point sur le commerce du Canada avec la Chine

2002 à 2007

Les exportations de marchandises du Canada vers la Chine au cours des sept premiers mois de 2007 ont connu une croissance plus de deux fois plus rapide que les importations canadiennes, en raison de la forte demande du géant asiatique pour les ressources naturelles du Canada, selon un article publié aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Entre janvier et juillet 2007, les exportations du Canada vers la Chine ont bondi de 43 % par rapport à la même période en 2006, alors que les importations canadiennes en provenance de la Chine n'ont progressé que de 17 %.

Ce taux de croissance des exportations en 2007 a dépassé tous les taux de croissance des pays du G7 et a placé la Chine à égalité avec le Japon comme troisième marché d'exportation en importance du Canada.

Les exportations du Canada vers la Chine ont connu un essor considérable de 2002 à 2006, passant de 4 milliards de dollars à près de 8 milliards de dollars. La croissance a ralenti en 2005 et en 2006, après avoir connu un essor en 2004.

Plusieurs facteurs ont contribué à la montée en flèche de la valeur des exportations au cours des sept premiers mois de 2007. L'accélération de la demande de la Chine, associée à des prix mondiaux plus élevés pour les métaux, la potasse et le canola, a stimulé les exportations de produits agricoles et les exportations de biens industriels. Par ailleurs, la Chine est devenue le deuxième marché d'exportation de pétrole brut du Canada.

Le Canada tire nettement parti de l'ampleur de la demande de la Chine en ressources naturelles. La Chine, qui a une population de plus de 1,3 milliard d'habitants, augmente sa production manufacturière et celle de gigantesques projets d'infrastructure, des ports et des ponts aux installations en prévision des Jeux Olympiques de 2008.

Cette demande a propulsé les prix mondiaux des produits de base à des niveaux record. En 2007, les prix des métaux étaient plus de trois fois plus élevés que ceux enregistrés en 2002, et le prix du pétrole brut a quadruplé, ayant atteint plus de 90 \$ US le baril. En entraînant les prix à la hausse, la Chine a fait augmenter les exportations canadiennes de ressources naturelles vers d'autres pays.

L'augmentation des exportations vers les pays d'Europe et d'Asie, jumelée à la croissance relativement modérée des exportations vers les États-Unis,

a provoqué une hausse sensible de la part des exportations canadiennes détenue par les pays autres que les États-Unis.

En 2007, près du quart (24 %) des exportations du Canada ont été destinées à des pays autres que les États-Unis, comparativement à 16 % cinq ans auparavant.

L'essor des exportations se concentre dans les biens industriels

En 2007, les exportations canadiennes de biens industriels vers la Chine, lesquelles englobent les métaux, les engrais (la potasse) et les produits chimiques (l'éthylène glycol), sont en position de tripler leur valeur enregistrée en 2002. Ces exportations représentent un peu plus de la moitié des livraisons canadiennes vers la Chine.

Les exportations de produits forestiers et de produits agricoles (notamment la pâte de bois et les céréales) constituent respectivement 16 % et 14 % des exportations canadiennes. Les exportations d'équipement (12 %), d'énergie (3 %) et de biens de consommation (1 %) représentent le reste.

Entre 2002 et 2006, les exportations canadiennes de métaux vers la Chine ont connu une croissance plus rapide que celles qui ont été effectuées vers tout autre grand marché. Durant cette période, les exportations ont bondi pour passer de 300 millions de dollars à 2 milliards de dollars. Jusqu'à maintenant en 2007, les exportations de métaux vers la Chine sont supérieures de 70 % à celles inscrites en 2006, soit un rythme nettement supérieur à ceux enregistrés au cours des années précédentes.

De plus, les exportations de potasse de la Saskatchewan jusqu'à présent en 2007 dépassent celles effectuées en 2006 et sont en voie d'égaliser le sommet atteint en 2005. La province fournit plus de 40 % des exportations mondiales de potasse. Après avoir bondi rapidement en 2005, les livraisons de potasse vers la Chine ont chuté en 2006, en raison de négociations contractuelles prolongées.

Les exportations totales de canola vers la Chine ont progressé en 2007, ce qui fait de ce pays le troisième principal marché pour ces produits, derrière les États-Unis et le Japon. La part des exportations canadiennes de canola vers la Chine est de 20 %.

Les exportations d'énergie n'ont jamais constitué une large part des livraisons du Canada vers la Chine. Toutefois, au cours des sept premiers mois de 2007, les exportations de pétrole brut vers la Chine ont dépassé 150 millions de dollars, la Chine et le Canada ayant étudié la faisabilité de l'expédition de pétrole albertain à partir du port de Vancouver.

Même si la Chine ne représente pas encore une part significative des exportations totales de pétrole du Canada, elle constitue toutefois un important marché potentiel pour le pétrole brut canadien.

La Chine domine dans la diversification des échanges commerciaux du Canada

Depuis quelques années, la croissance des exportations vers d'autres pays que les États-Unis a dépassé celle des exportations vers les États-Unis. En raison de l'augmentation des prix des produits de base provoquée par la demande provenant de la Chine, les exportations de biens industriels vers plusieurs pays d'Europe et vers la Chine sont à l'origine de l'essentiel de ce déplacement des exportations. Les aéronefs et les autres équipements, qui sont en grande demande en outre-mer, ont aussi contribué à la croissance.

En raison de l'augmentation marquée des exportations vers l'outre-mer, les exportations canadiennes sont devenues de plus en plus diversifiées. Entre 2002 et 2006, la part américaine des exportations canadiennes a décliné pour passer d'un sommet de 84 % à 79 %. Au cours des sept premiers mois de 2007, cette part a chuté pour atteindre 76 %.

En revanche, entre 2002 et 2007, la part des exportations du Canada vers des pays autres que les États-Unis a monté en flèche, passant de 16 % à 24 %.

L'augmentation récente du commerce avec le reste du monde arrive à point, étant donné le début d'un ralentissement de l'économie des États-Unis en raison de la crise du logement. Toutes les régions du Canada ont bénéficié de ce déplacement des exportations vers des pays autres que les États-Unis.

Depuis 2002, toutes les provinces ont affiché une forte croissance des exportations vers des destinations autres que les États-Unis. Dans les cas de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, la croissance était plus que suffisante pour effacer la baisse des exportations vers les États-Unis.

Pour la Colombie-Britannique, le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick, les exportations vers des pays autres que les États-Unis ont propulsé l'ensemble des exportations au-delà de la croissance plus modérée des livraisons vers les États-Unis.

L'Alberta a été la seule province dont la part des exportations vers des pays autres que les États-Unis n'a pas augmenté. Cela est attribuable au fait que les exportations de cette province vers les États-Unis s'accroissent aussi rapidement que celles destinées aux autres pays. Cela reflète la part importante du pétrole brut comme source principale des exportations de l'Alberta vers les États-Unis.

Les exportations de l'Ontario vers les pays autres que les États-Unis ont augmenté plus que dans n'importe quelle autre province, soit de près de 20 milliards de dollars depuis 2002. En Ontario, le secteur de l'automobile a peut-être ralenti, mais la demande provenant d'outre-mer pour le nickel, l'or et l'uranium ainsi que pour les aéronefs, la haute technologie et pour d'autres équipements s'accroît.

En 2002, 7 % des exportations de l'Ontario ont été destinées à des pays autres que les États-Unis; en 2007, cette part a plus que doublé pour s'établir à 17 %.

En 2007, la croissance des importations en provenance de la Chine est bien moindre que celle des exportations

Les sources d'importation du Canada ont également été diversifiées. Jusqu'à présent en 2007, un sommet de 35 % des importations provenaient de pays autres que les États-Unis, comparativement à environ 25 % en 2002. La Chine est à l'origine de plus de la moitié de l'augmentation en part du marché des pays autres que les États-Unis.

Depuis 2002, la part de la Chine dans les importations canadiennes a triplé pour atteindre près de 10 % du total des importations. Les valeurs des importations canadiennes en provenance de la Chine ont plus que doublé entre 2002 et 2006 pour se fixer à 35 milliards de dollars, soit un rythme légèrement plus rapide que celui des exportations du Canada vers la Chine. Les importations en provenance de la Chine ont été supérieures aux importations du Canada en provenance du Japon et du Mexique ensemble.

La croissance des importations du Canada en provenance de la Chine pour les sept premiers mois de 2007 n'a été que de 17 % par rapport à la même période en 2006.

Les valeurs d'importations canadiennes ont été modérées en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise chinoise, ce qui a allégé la facture du Canada à l'égard des importations en provenance de la Chine.

Autrement dit, les entreprises canadiennes peuvent importer la même quantité de marchandises à un prix inférieur. L'augmentation de 17 %, qui s'est produite en dépit des prix plus bas, suggère qu'il y a eu une hausse importante du volume de marchandises importées.

L'étude «Échanges avec un géant : le point sur le commerce du Canada avec la Chine» paraît dans le numéro en ligne de novembre 2007 de *L'observateur économique canadien*, vol. 20, n° 11 (11-010-XWB, gratuit), qui est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 20, n° 11 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, à partir du module *Publications* de notre site Web, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et

la qualité des données, communiquez avec Diana Wyman au 613-951-4181 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Indice des prix des logements neufs

Septembre 2007

Le rythme de croissance des prix des logements neufs a décéléré pour un 10^e mois d'affilée en septembre, reflétant ainsi une tendance observée presque partout au pays.

Les prix de vente des entrepreneurs ont augmenté de 6,2 % de septembre 2006 à septembre 2007, ce qui représente un ralentissement par rapport à la progression de 6,5 % observée en août.

D'un mois à l'autre, les prix ont progressé de 0,3 % d'août à septembre, ce qui a porté l'Indice des prix des logements neufs à 155,5 (1997=100).

Saskatoon a une nouvelle fois enregistré la plus forte croissance d'une année à l'autre de toutes les régions métropolitaines de recensement. Les prix de vente ont augmenté de 47,0 % à Saskatoon par rapport à septembre 2006, ce qui est néanmoins inférieur à la progression record de 53,6 % enregistrée en août.

Seulement deux régions métropolitaines de l'Ouest ont affiché une croissance d'une année à l'autre. Les prix ont progressé de 29,6 % à Regina en septembre, comparativement à 29,2 % en août. À Winnipeg, les prix de vente ont augmenté de 16,2 % comparativement à 16,0 % en août. Dans ces deux centres, les taux plus élevés exigés par les menuisiers et les électriciens sont principalement à l'origine de la montée des prix.

Le marché à Edmonton est resté vigoureux, ayant affiché une hausse de 26,6 %. Les prix des logements neufs se sont accrus de 5,9 % en septembre à Calgary, soit la seule ville des Prairies à avoir bénéficié d'une augmentation d'une année à l'autre inférieure à 10 %. Cela s'est produit malgré des coûts d'aménagement plus élevés, en raison de la mise en marché de nouveaux terrains.

À Vancouver, le rythme de croissance a ralenti pour s'établir à 6,1 %. À Victoria, les prix des logements neufs n'ont connu qu'une légère augmentation de 0,2 %, certains entrepreneurs ayant abaissé leurs prix pour stimuler les ventes.

Windsor est la seule région à avoir enregistré une déflation. En raison du ralentissement de la demande, les entrepreneurs de Windsor ont réduit leurs prix, entraînant un recul de 3,2 % d'une année à l'autre.

Ailleurs en Ontario, toutefois, l'augmentation des prix des logements d'une année à l'autre est restée généralement stable. Un marché domiciliaire vigoureux à Toronto (+2,7 %) et à Hamilton (+3,3 %) a permis aux entrepreneurs d'augmenter légèrement leurs prix.

Les prix des logements neufs ont progressé de 4,6 % à Montréal, où les baisses suscitées par un marché concurrentiel ont été contrebalancées par des coûts accrus.

Dans les provinces de l'Atlantique, les coûts plus élevés de la main-d'oeuvre et des matériaux ont fait monter les prix de 5,7 % à St. John's et de 7,3 % à Halifax.

D'un mois à l'autre, les progressions les plus rapides ont été observées à Grand Sudbury et Thunder Bay (+0,9 %), à Winnipeg (+0,8 %) et à St. John's (+0,8 %). Windsor (-0,4 %) et Victoria (-0,3 %) ont toutes deux enregistré des valeurs négatives.

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

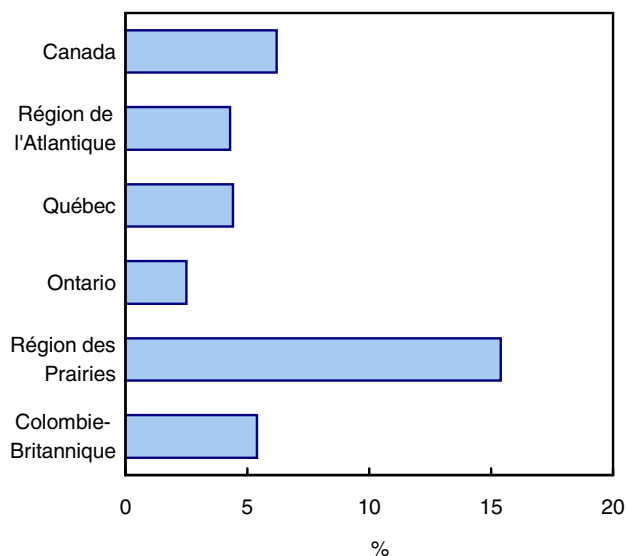
Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du troisième trimestre 2007 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XWF, gratuite) paraîtra en février.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 (prices-prix@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539. □

Les Prairies continuent d'être en tête

Taux de variation en % par rapport à l'année précédente



Indice des prix des logements neufs

	Septembre 2007	Septembre 2006 à septembre 2007	Août à septembre 2007
	(1997=100)	variation en %	
Canada	155,5	6,2	0,3
Maisons seulement	165,6	5,8	0,3
Terrains seulement	135,9	7,3	0,2
St. John's	138,9	5,7	0,8
Halifax	140,2	7,3	0,3
Charlottetown	118,1	0,6	0,3
Saint John, Fredericton et Moncton	114,5	0,8	0,1
Québec	148,0	3,9	0,0
Montréal	155,7	4,6	0,3
Ottawa-Gatineau	162,3	1,1	0,2
Toronto et Oshawa	142,1	2,7	0,3
Hamilton	148,9	3,3	0,3
St. Catharines-Niagara	151,7	4,2	0,0
Kitchener	139,7	1,9	0,0
London	139,3	2,8	0,7
Windsor	102,6	-3,2	-0,4
Grand Sudbury et Thunder Bay	107,3	5,1	0,9
Winnipeg	170,3	16,2	0,8
Regina	202,5	29,6	0,3
Saskatoon	212,5	47,0	0,2
Calgary	250,7	5,9	0,7
Edmonton	248,4	26,6	0,0
Vancouver	122,4	6,1	0,0
Victoria	118,4	0,2	-0,3

Note: Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

Cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite 2006

Le nombre de contribuables qui ont versé des cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ainsi que les montants investis ont augmenté en 2006 pour une troisième année consécutive.

Les cotisations se sont accrues de 5,8 % par rapport à 2005 pour atteindre 32,4 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé jamais enregistré. Les données sont tirées des déclarations de revenus produites au printemps 2007.

Un peu moins de 6,2 millions de contribuables ont investi dans un REER en 2006, en hausse de 60 000 ou de 1,0 % par rapport à 2005. Il s'agit du plus haut niveau observé depuis 2001, soit l'année où plus de 6,2 millions de personnes avaient contribué à un REER. L'Alberta a affiché la plus forte hausse du nombre de cotisants, soit une augmentation de près de 26 000.

Pour avoir le droit de cotiser à un REER, le contribuable doit avoir soit de nouveaux droits de cotisation en raison de son revenu admissible par rapport à l'année précédente (généralement son revenu d'emploi), soit des droits de cotisation inutilisés remontant à des années précédentes. Le plafond est fondé sur 18 % du revenu gagné au cours de l'année

d'imposition précédente, jusqu'à concurrence d'un maximum fixe, diminué du facteur d'équivalence, et majoré du report du droit inutilisé. Le maximum fixe s'établissait à 18 000 \$ en 2006, en hausse par rapport à 16 500 \$ en 2005.

Pour l'année d'imposition 2006, près de 88 % des déclarants avaient le droit de cotiser à un REER, comparativement à 86 % en 2005. Des 88 % de déclarants ayant le droit de cotiser à un REER en 2006, environ 31 % ont effectivement versé une cotisation, ce qui est comparable à 2005.

Les 32,4 milliards de dollars versés en cotisations aux REER en 2006 ont représenté environ 7,0 % de la somme maximale à laquelle les déclarants admissibles avaient droit, soit le même ratio qu'en 2005.

Le total des cotisations a augmenté dans toutes les provinces et tous les territoires en 2006, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard (-7,2 %), du Nouveau-Brunswick (-2,3 %) et du Nunavut, qui est demeuré relativement stable. La baisse observée à l'Île-du-Prince-Édouard constitue un revirement par rapport à 2005, soit l'année où la province enregistrait la plus forte hausse (+21,8 %) au pays. En 2006, les déclarants de l'Alberta ont enregistré la plus forte hausse en pourcentage (+12,5 %) des cotisations totales, suivis de ceux des Territoires du Nord-Ouest (+12,1 %) et de la Saskatchewan (+8,6 %).

À l'échelle nationale, la cotisation médiane était de 2 730 \$ en 2006, en hausse de 100 \$ par rapport à 2005. La cotisation médiane est le point où exactement la moitié des déclarants ont cotisé plus de 2 730 \$, et l'autre moitié, une somme moindre.

La cotisation médiane dans les trois territoires a encore une fois dépassé celle de l'ensemble des provinces, et cette tendance se maintient depuis plusieurs années.

Par région métropolitaine de recensement (RMR), Calgary a enregistré la cotisation médiane la plus élevée (3 580 \$), suivie de Vancouver (3 350 \$) et de Toronto (3 250 \$). Ces trois RMR occupent les trois premières positions depuis les cinq dernières années.

La plus forte progression en pourcentage dans les contributions totales parmi les RMR a été enregistrée dans le Grand Sudbury (+13,7 %), suivie de Thunder Bay (+13,0 %), de Calgary (+12,8 %) et d'Edmonton (+11,2 %). Ces données diffèrent de celles enregistrées en 2005, soit l'année où Calgary et Edmonton affichaient les plus fortes augmentations en pourcentage à ce chapitre.

Dans l'ensemble, 20 des 27 RMR ont enregistré une hausse du nombre de cotisants en 2006, tandis que le nombre des cotisants dans les autres RMR est demeuré relativement stable.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 111-0039 à 111-0041.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4106.

Les banques de données *Cotisants à un REER* (17C0006, prix variés), *Droits de cotisation aux REER* (17C0011, prix variés) et *Déclarants canadiens* (17C0010, prix variés) sont offertes pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement, les circonscriptions électorales fédérales, ainsi que pour les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9720 ou composez sans frais le 1-866-652-8443 (infodra@statcan.ca), Division des données régionales et administratives. Télécopieurs : 613-951-4745 ou composez sans frais le 1-866-652-8444.

Cotisants à un REER

	Nombre de cotisants		Cotisations		
	2006	2005 à 2006	2006	2005 à 2006	2006
	nombre	variation en %	en milliers de dollars	variation en %	médiane en dollars
Canada	6 196 050	1,0	32 350 792	5,8	2 730
Terre-Neuve-et-Labrador	60 900	0,5	291 235	0,8	2 280
Île-du-Prince-Édouard	19 360	0,4	87 801	-7,2	2 100
Nouvelle-Écosse	132 590	-0,4	634 234	4,2	2 200
Nouveau-Brunswick	102 400	0,0	460 750	-2,3	2 120
Québec	1 562 370	0,8	7 246 331	4,1	2 500
Ontario	2 392 740	0,0	13 064 314	4,4	2 860
Manitoba	206 240	0,1	915 615	5,9	2 200
Saskatchewan	173 400	2,1	795 040	8,6	2 400
Alberta	728 590	3,7	4 268 953	12,5	3 010
Colombie-Britannique	801 670	2,2	4 494 619	8,0	3 000
Yukon	6 060	0,7	33 296	4,3	3 340
Territoires du Nord-Ouest	7 590	3,1	45 699	12,1	3 500
Nunavut	2 150	-2,3	12 906	-0,6	4 350

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.

Émissions de gaz à effet de serre 2006

Il est maintenant possible de consulter les données sur les émissions de gaz à effet de serre des grandes installations industrielles. La déclaration des émissions de gaz à effet de serre a été menée par Statistique

Canada pour le compte d'Environnement Canada et d'Alberta Environment.

Cette enquête a recueilli des renseignements détaillés sur les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux ainsi que d'hydrofluorocarbures, de perfluorocarbures et d'hexafluorure de soufre. Toutes les installations qui émettent 100 000 tonnes ou plus de gaz à effet de

serre par année étaient dans l'obligation de déclarer leurs émissions. Ces installations ont effectué leur déclaration en ligne, au moyen d'un système sécurisé de collecte électronique des données.

Le suivi exact des émissions de gaz à effet de serre contribue à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation de politiques et de stratégies touchant les changements climatiques et l'utilisation d'énergie.

Cette enquête a également été réalisée pour les années 2004 et 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5081.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*mced@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Données de déclaration uniforme de la criminalité pour Halifax, selon le secteur de recensement 2001

Un fichier de données comprenant certaines données de 2001 provenant du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) pour le Service de police régional de Halifax, regroupées à l'échelle du secteur de recensement, est maintenant offert sur demande. Ces données comprennent des totaux pour certaines affaires au *Code criminel*, pour des infractions contre la personne et pour des infractions contre les biens.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3302.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services d'information à la clientèle en composant sans frais le 1-800-387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien,
novembre 2007, vol. 20, n° 11
Numéro au catalogue : 11-010-XWB
(gratuit).

**Revue des comptes économiques des provinces et
des territoires** 2006, vol. 3, n° 2
Numéro au catalogue : 13-016-XWF
(gratuit).

**Comptes économiques provinciaux : estimations
annuelles - Tableaux et document analytique**, 2006,
estimations provisoires
Numéro au catalogue : 13-213-PPB (54 \$).

**Comptes économiques provinciaux : estimations
annuelles - Jour de parution**, 2006
Numéro au catalogue : 13-213-DDB (428 \$).

**Comptes économiques provinciaux : estimations
annuelles**, 2006
Numéro au catalogue : 13-213-XDB (86 \$).

**Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie
et secteur aux prix de base**, 1997 à 2004
Numéro au catalogue : 15-209-XCB (535 \$).

**Production brute provinciale par industrie et
secteur**, 1997 à 2004
Numéro au catalogue : 15-210-XCB (535 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.


Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (11-010-150-0000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Heure d'été observée à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le métro le plus développé au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en formes pécuniaires, septembre 1997 et les 31 mai 1997 11
- Produits d'export, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.